# Code électoral : Sous la pression internationale, le CNDD-FDD temporise

APA, 31 aoÃ»t 2009 - La classe politique burundaise appelÃ©e Ã  renouer le dialogue pour les Ã©lections de 2010Bujumbura (Burundi) - La communautÃ© internationale a demandÃ© ce week-end aux hommes politiques burundais de renouer le dialogue afin dâ€™aboutir Ã  un cadre lÃ©gal inclusif pour les Ã©lections de 2010, indique un communiquÃ© du Bureau intÃ©g Nations Unies au Burundi (BINUB).Selon ce communiquÃ© des pays et organisations dont lâ€™Afrique du Sud, la Tanzanie, les Etats-Unis, lâ€™Union europÃ©enne et les Nations Unies, ont rÃ©uni les partis politiques reprÃ©sentÃ©s au Parlement.Il sâ notamment du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-forces nationales pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), lâ€™Union pour le progrÃ¨s national (UPRONA), le Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (FRODEBU), le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD) et le Mouvement pour la rÃ©habilitation du citoyen (MRC), pour leur exprimer leur inquiÃ©tude vis Ã  vis de lâ€™interruption du consensus qui avait abouti au projet de Code Ã©lectoral actuellement en Ã©tude au Parlement.
fÂ« Nous avons suivi avec intÃ©rÃªt le processus qui a conduit Ã  lâ€™Ã©laboration du projet de Code Ã©lectoral qui, malgrÃ© difficultÃ©s initialement rencontrÃ©es, a semblÃ© avoir aplani les principaux points de dÃ©saccord. Lâ€™ensemble de la communautÃ© internationale exprime ses inquiÃ©tudes au sujet de ce qui semble Ãªtre une tournure regrettable des Ã©vÃ©nements. Nous vous exhortons individuellement et collectivement Ã  trouver des voies et moyens pour renouer le dialogue et pour vous assurer que le texte final bÃ©nÃ©ficie dâ€™un large soutien des parties prenantes Â», indique le communiquÃ©.Nous ne sommes pas lÃ  pour donner notre point de vue ou des conseils sur des questions qui sont Ã lâ€™origine du dÃ©bat entre les principaux partis. Nous sommes seulement venus en tant que partenaires qui partagent votre engagement afin que le processus Ã©lectoral devienne un autre jalon dans le cadre des efforts que le Burundi ne cesse de dÃ©ployer pour la consolidation de la paix et de la dÃ©mocratie, indique encore le communiquÃ©.Cet appel semble avoir Ã©tÃ© entendu car la sÃ©ance plÃ©niÃ¨re qui avait Ã©tÃ© programmÃ©e ce lundi Ã  lâ€™AssemblÃ©e nationale pour Ã©tudi Code Ã©lectoral a Ã©tÃ© reportÃ©e Ã  une date ultÃ©rieure.Le prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale, Pie Ntavyohanyum cette rencontre entre la communautÃ© internationale et les partis politiques, a assurÃ© que les consultations vont continuer afin dâ€™aboutir Ã  un consensus.Le projet de Code Ã©lectoral examinÃ© le 9 juillet par le conseil des ministres avait Ã©tÃ© re par les partis politiques qui jugeaient quâ€™il Ã©tait taillÃ© sur mesure pour le parti au pouvoir.Des tractations, avec lâ€™appui communautÃ© internationale, avaient abouti Ã  un consensus amenant les parties Ã  se mettre dâ€™accord pour envoyer le tex au Parlement, pour adoption.Une fois le texte posÃ© sur la table de lâ€™AssemblÃ©e nationale, le prÃ©sident de la Commissio justice et droits de lâ€™Homme saisie sur le fond pour Ã©tudier le projet de loi, sur injonction de la prÃ©sidence de la RÃ©publique et du CNDD-FDD, a chambardÃ© tout ce qui faisait lâ€™objet de consensus, fulminent les partis de lâ€™opposition